

L'Actu de la semaine

du 13 au 17 mai 2019

Nos documentalistes recensent pour vous chaque semaine l'essentiel de l'actualité repérée sur les sites institutionnels et transmis à nos Rédactions.

FISCAL

SOCIAL

AFFAIRES

IMMOBILIER

CIVIL

DIVERS

FISCAL

Sites institutionnels

- [Guide pratique sur les taxes de séjour](#) (collectivites-locales.gouv.fr)
- [Charte des droits et obligations du contribuable vérifié](#) - Dispositions en vigueur en mai 2019 (Min. économie)
- [BOD Blanc n° 7305 du 15/05/2019](#) : Contributions indirectes - Taux réduits pour les bières produites par les petites brasseries indépendantes.
- [Décision Conseil constitutionnel n° 2019-781 DC du 16 mai 2019 sur la loi Pacte](#) ([Communiqué de presse](#) – [Communiqué ministériel](#))
- [Actualité Cour de cassation](#) : La convergence des moyens de lutte contre les fraudes fiscales et sociales

Jurisprudence

- Amende pour défaut de déclaration de transfert international de capitaux II : [Conseil constitutionnel n° 2019-779/780 QPC du 10 mai 2019](#)

Au BOFiP-impôts

- [10/05/2019](#) : IR - Réduction d'impôt « Pinel » - Extension aux communes ayant été couvertes par un contrat de redynamisation de site de défense dans un délai de huit ans précédant l'investissement - Prorogation des dispositions transitoires en zones B2 et C au 15/03/2019 - Maintien du bénéfice de la réduction d'impôt pour les expatriés - Aménagement du plafonnement des frais et commissions des intermédiaires (loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 11, 187, 188 et 189) - Appréciation de la limitation du nombre de logements éligibles à la date du fait générateur (CE, arrêt du 18 juillet 2018, n° 412142)
- [15/05/2019](#) : IR - IS - SJ - Aménagements des régimes d'aide fiscale à l'investissement outre-mer en faveur du logement social prévus aux articles 199 undecies C et 244 quater X du CGI (loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016, art. 104, 105 et 106 ; loi n° 2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique, art. 128, 129 et 134 ; loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, art. 73 et 82 ; loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 30, 31, 131, 139, 153 et 154)

- [15/05/2019](#) : BA - Régimes d'imposition (REG) - Paiement tardif des aides de la politique agricole commune (PAC) - Modification temporaire des règles de détermination des recettes à retenir pour l'appréciation du régime d'imposition applicable (calcul du seuil) – Rescrit
- [15/05/2019](#) : BA - Aménagements de l'abattement sur le bénéfice des jeunes agriculteurs (loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 126)
- [15/05/2019](#) : BIC - BASE - Déduction exceptionnelle en faveur des PME industrielles réalisant des investissements de transformation numérique et de robotisation (loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 55)
- [15/05/2019](#) : TVA - Recentrage de l'exonération des opérations effectuées par les associations autorisées ou agréées (CGI, art. 261, 7-1° ter ; loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 71)
- [15/05/2019](#) : TVA - Taux de TVA applicable aux frais d'entretien des ascenseurs et matériels assimilés spécialement conçus pour les personnes handicapées – Rescrit
- [15/05/2019](#) : TVA - Autoliquidation de la TVA en cas de pose, d'entretien et rénovation de plafonds tendus – Rescrit
- [15/05/2019](#) : TPS - Taxe sur les salaires (TS) - Aide au poste et subvention spécifique versées par l'État à des entreprises adaptées - Détermination du rapport d'assujettissement à la taxe sur les salaires – Rescrit
- [15/05/2019](#) : CF - Lutte contre la fraude fiscale - Procédure de contrôle des obligations relatives à l'épargne réglementée et aux règles de paiement de certaines créances (loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017, art. 58)
- [15/05/2019](#) : Mise à niveau des documents au plan formel :
- [BOI-TVA](#) : Taxe sur la valeur ajoutée
- [BOI-CF-CPF-30](#) : Obligations des contribuables tendant à la prévention de la fraude
- [BOI-IR-RICI-380-10](#) : IR - Réductions et crédits d'impôt - Réduction d'impôt au titre de l'acquisition ou de la construction de logements sociaux outre-mer - Champ d'application
-

Au Journal Officiel

- [Arrêté du 13 mai 2019](#) portant classement de communes ou parties de communes en zones défavorisées (montagne)
- [Arrêté du 9 mai 2019](#) relatif à l'octroi des dotations issues de la réserve de droits à paiement de base pour les campagnes 2019 et 2020
- [Arrêté du 13 mai 2019](#) portant réorganisation de postes comptables des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques
- [Décret n° 2019-459 du 15 mai 2019](#) modifiant le décret n° 2017-601 du 21 avril 2017 pris pour l'application de l'article 109 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017
- [Décret n° 2019-460 du 16 mai 2019](#) portant création d'un service à compétence nationale dénommé « service d'enquêtes judiciaires des finances »
- [Arrêté du 16 mai 2019](#) relatif au service à compétence nationale dénommé « service d'enquêtes judiciaires des finances »

Union Européenne

- [Communiqué Commission européenne](#) : La Commission publie aujourd'hui une étude sur les remboursements de TVA intra-UE et transfrontaliers
- Renvoi préjudiciel – Fiscalité – Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Directive 2006/112/CE – Article 135, paragraphe 1, sous b) – Livraison de biens – Exonérations en faveur d'autres activités – Octroi et négociation de crédits – Cartes de carburant : [CJUE 15-5-2019 aff. 235/18](#)
- [Communiqué Commission européenne](#) : Fraude à la TVA: nouvel outil pour aider les pays de l'UE à sévir contre les criminels et à récupérer des milliards d'euros
- Renvoi préjudiciel – Article 53, paragraphe 2, du règlement de procédure de la Cour – Aides d'État – Service sanitaire national – Exonération de l'impôt sur les immeubles – Immeuble donné en location à une société

commerciale constituée de capitaux mixtes exerçant une activité sanitaire dans des conditions de concurrence avec d'autres établissements de soins constitués exclusivement de capitaux privés : [Ord. CJUE 30-4-2019 aff. 26/19](#)

- Aides d'État – Impôt polonais dans le secteur de la vente au détail – Impôt progressif sur le chiffre d'affaires – Décision d'ouvrir la procédure formelle d'examen – Décision finale qualifiant la mesure d'aide d'État incompatible avec le marché intérieur – Notion d'aide d'État – Condition relative à la sélectivité : [Trib. UE 16-5-2019 aff. 836/16 et 624/17](#) – [Communiqué](#)

SOCIAL

Sites institutionnels

- [Actualité France stratégie](#) : État des lieux du financement de la protection sociale
- [Actualité Min. travail](#) : Questions - réponses : Emplois francs
- [Lettre circulaire Urssaf n° 2019-13 du 6-5-2019](#) : Modification du taux de versement transport (art. L. 2333-64 et s. du Code Général des Collectivités Territoriales)
- [Lettre circulaire Urssaf n° 2019-12 du 30-4-2019](#) : Modification du taux de versement transport (art. L. 2333-64 et s. du Code Général des Collectivités Territoriales)
- [Lettre circulaire Urssaf n° 2019-11 du 30-4-2019](#) : Modification du taux de versement transport (art. L. 2333-64 et s. du Code Général des Collectivités Territoriales)
- [Actualité Min. travail](#) : En 5 points | Comité social et économique : préparer l'élection de la délégation du personnel
- [Rapport d'information](#) (Assemblée nationale) fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation sur le projet de loi, adopté par le Sénat, d'orientation des mobilités n° 1831
- [Actualité Anact](#) : Prévention des suicides, prévention des RPS : qu'est-ce qui a changé ?
- [Décision Conseil constitutionnel n° 2019-781 DC du 16 mai 2019 sur la loi Pacte](#) ([Communiqué de presse](#) – [Communiqué ministériel](#))
- [Rapport d'information](#) (Sénat) : Actes du colloque du Sénat sur la réforme des retraites - La parole aux partenaires sociaux

Jurisprudence

- Barème Macron : Vers un avis de la Cour de Cassation ? La question lui est posée à la suite du jugement rendu en départage par le CPH de Louviers : [CPH Louviers 10-4-2019 n°17/00373](#)

Au Journal Officiel

- [Arrêté du 25 avril 2019](#) fixant l'organisation et le fonctionnement de la mission de contrôle pédagogique des formations par apprentissage
- [Arrêté du 6 mai 2019](#) modifiant l'annexe de l'arrêté du 1er juillet 2016 relatif au modèle type de contrat d'intégration républicaine créé par la loi n° 2016-274 du 7 mars 2016 relative au droit des étrangers en France
- [Décret n° 2019-458 du 15 mai 2019](#) relatif aux modalités de transmission des remises conventionnelles nécessaires aux calculs de la contribution mentionnée à l'article L. 138-10 du code de la sécurité sociale

Union Européenne

- Renvoi préjudiciel – Politique sociale – Protection de la sécurité et de la santé des travailleurs – Aménagement du temps de travail – Article 31, paragraphe 2, de la charte des droits fondamentaux de

l'Union européenne – Directive 2003/88/CE – Articles 3 et 5 – Repos journalier et hebdomadaire – Article 6 – Durée maximale hebdomadaire de travail – Directive 89/391/CEE – Sécurité et santé des travailleurs au travail – Obligation d'établir un système permettant de mesurer la durée du temps de travail journalier effectué par chaque travailleur : [CJUE 14-5-2019 aff. 55/18](#) - [Communiqué](#)

- Renvoi préjudiciel – Accord d'association CEE-Turquie – Protocole additionnel – Article 59 – Décision no 3/80 – Sécurité sociale des travailleurs migrants – Levée des clauses de résidence – Article 6 – Prestation d'invalidité – Suppression – Règlement (CE) no 883/2004 – Prestations spéciales en espèces à caractère non contributif – Condition de résidence – Directive 2003/109/CE – Statut de résident de longue durée : [CJUE 15-5-2019 aff. 677/17](#)
- Renvoi préjudiciel – Transferts d'entreprises – Directive 2001/23/CE – Articles 3 à 5 – Maintien des droits des travailleurs – Exceptions – Procédure d'insolvabilité – Procédure de réorganisation judiciaire par transfert sous autorité de justice – Sauvegarde totale ou partielle de l'entreprise – Législation nationale autorisant le cessionnaire, après le transfert, à reprendre les travailleurs de son choix : [CJUE 16-5-2019 aff. 509/17](#)
- Renvoi préjudiciel – Non-lieu à statuer : [Ord. CJUE 2-5-2019 aff. 524/16](#)
- [Communiqué Conseil de l'UE](#) : Publication des offres visant à accueillir l'Autorité européenne du travail

AFFAIRES

Sites institutionnels

- [Fiches pratiques DGCCRF](#) - Aires collectives de jeux : les règles à connaître
- [Fiches pratiques DGCCRF](#) - Piscines : respectez les exigences de sécurité !
- [Communiqué DGCCRF](#) - Protection renforcée des consommateurs : les débats se poursuivent et les orientations se précisent
- [Communiqué TRACFIN](#) - Un nouvel élan dans la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme dans le secteur de l'art
- [Décision Conseil constitutionnel n° 2019-781 DC du 16 mai 2019 sur la loi Pacte](#) ([Communiqué de presse](#) – [Communiqué ministériel](#))
- [Actualité CLCV](#) : Hausse du prix de l'électricité : la CLCV va saisir le Conseil d'Etat pour demander son annulation
- [Instruction ACPR n° 2019-I-22](#) abrogeant l'instruction 2011-I-17 du 23 novembre 2011 relative aux formulaires de demandes d'agrément et d'agrément simplifié d'établissement de paiement, de demande d'enregistrement en tant que prestataire de services d'information sur les comptes de déclaration d'agent prestataire de services de paiement et de demande d'exemption d'agrément dans les conditions fixées aux articles L.521-3-1 et L.525-6-1 du Code monétaire et financier ([Annexe 1](#) – [Annexe 2](#) – [Annexe 3](#) – [Annexe 4](#) – [Annexe 5](#))
- [Communiqué ADLC](#) : Métallurgie - L'Autorité de la concurrence autorise le rachat de la société Ascoval par le groupe British Steel

Jurisprudence

- Saisie immobilière : [Cass. 2° civ. 16-5-2019 n° 18-10.033](#)

Au Journal Officiel

- [Décret n° 2019-428 du 9 mai 2019](#) relatif à la numérotation d'une sous-section du code de commerce
- [Décision n° 2019-779/780 QPC du 10 mai 2019](#)
- [Arrêté du 6 mai 2019](#) relatif au seuil minimal d'activité consulaire

- [Arrêté du 6 mai 2019](#) remplaçant l'arrêté du 23 novembre 1987 relatif à la sécurité des navires (division 240)
- [Décret n° 2019-452 du 13 mai 2019](#) autorisant la création d'un moyen d'identification électronique dénommé « Authentification en ligne certifiée sur mobile »
- [Délibération n° 2018-342 du 18 octobre 2018](#) portant avis sur projet de décret autorisant la création d'un traitement automatisé permettant d'authentifier une identité numérique par voie électronique dénommé « Application de lecture de l'identité d'un citoyen en mobilité » (ALICEM) et modifiant le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile demande d'avis n° 18008244
- [Avis relatif à l'indice des prix à la consommation](#)
- [Décret n° 2019-455 du 16 mai 2019](#) relatif à l'information des bailleurs quant aux conséquences de l'absence de contestation des décisions de la commission du surendettement et du juge du surendettement sur la décision d'expulsion conditionnelle antérieurement rendue par le juge du bail
- [Arrêté du 14 mai 2019](#) fixant le taux de rémunération des sommes déposées à la Caisse des dépôts et consignations en application des articles L. 312-20 du code monétaire et financier, L. 132-27-2 du code des assurances et L. 223-25-4 du code de la mutualité
- [Recommandation n° 2019-03 du 15 mai 2019 du Conseil supérieur de l'audiovisuel](#) aux opérateurs de plateforme en ligne dans le cadre du devoir de coopération en matière de lutte contre la diffusion de fausses informations

Union Européenne

- [Communiqué Commission européenne](#) : Pratiques anticoncurrentielles: la Commission inflige une amende de 200 millions d'euros à AB InBev pour restriction des ventes transfrontières de bière (Commission européenne)
- [Règlement délégué \(UE\) 2019/758 de la Commission du 31 janvier 2019](#) complétant la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les normes techniques de réglementation en précisant les actions que doivent au minimum engager les établissements de crédit et les établissements financiers et le type de mesures supplémentaires qu'ils doivent prendre pour atténuer les risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme dans certains pays tiers
- Marque de l'Union européenne – Procédure de nullité – Marque de l'Union européenne verbale NEYMAR – Déclaration de nullité – Mauvaise foi – Article 52, paragraphe 1, sous b), du règlement (CE) no 207/2009 [devenu article 59, paragraphe 1, sous b), du règlement (UE) 2017/1001] : [Trib. UE 14-5-2019 aff. 795/17 - Communiqué](#)
- [Communiqué Commission européenne](#) : Pratiques anticoncurrentielles: la Commission ouvre une enquête sur le système de mise en commun de données d'Insurance Ireland (Commission européenne)
- Renvoi préjudiciel – Aides d'État – Notion d'«aides accordées par les États ou au moyen de ressources d'État» – Mesures visant à compenser les prestataires de services d'intérêt public dans le secteur de l'électricité – Notion d'«aides affectant les échanges entre États membres» et «faussant ou menaçant de fausser la concurrence» – Notion d'«avantage sélectif» – Service d'intérêt économique général – Compensation de coûts inhérents à l'exécution d'obligations de service public : [CJUE 15-5-2019 aff. 706/17](#)
- Pourvoi – Marque de l'Union européenne – Règlement (CE) no 207/2009 – Règlement (UE) 2015/2424 – Procédure de nullité – Marque verbale Vermögensmanufaktur – Déclaration de nullité – Droit à un procès équitable – Examen d'office des faits – Rétroactivité – Compétence du Tribunal – Motivation des arrêts : [CJUE 15-5-2019 aff. 653/17](#)
- Renvoi préjudiciel – Transferts d'entreprises – Directive 2001/23/CE – Articles 3 à 5 – Maintien des droits des travailleurs – Exceptions – Procédure d'insolvabilité – Procédure de réorganisation judiciaire par transfert sous autorité de justice – Sauvegarde totale ou partielle de l'entreprise – Législation nationale autorisant le cessionnaire, après le transfert, à reprendre les travailleurs de son choix : [CJUE 16-5-2019 aff. 509/17](#)
- Marques - Demande en révision – Article 159 du règlement de procédure de la Cour – Conditions – Pourvoi – Absence d'invocation d'un fait nouveau – Irrecevabilité : [Ord. CJUE 8-5-2019 aff. 118/18](#)

- [Règlement \(UE\) 2019/787 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019](#) concernant la définition, la désignation, la présentation et l'étiquetage des boissons spiritueuses, l'utilisation des noms de boissons spiritueuses dans la présentation et l'étiquetage d'autres denrées alimentaires, la protection des indications géographiques relatives aux boissons spiritueuses, ainsi que l'utilisation de l'alcool éthylique et des distillats d'origine agricole dans les boissons alcoolisées, et abrogeant le règlement (CE) no 110/2008
- [Règlement d'exécution \(UE\) 2019/627 de la Commission du 15 mars 2019](#) établissant des modalités uniformes pour la réalisation des contrôles officiels en ce qui concerne les produits d'origine animale destinés à la consommation humaine conformément au règlement (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil et modifiant le règlement (CE) no 2074/2005 de la Commission en ce qui concerne les contrôles officiels
- [Directive \(UE\) 2019/790 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019](#) sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique et modifiant les directives 96/9/CE et 2001/29/CE
- [Directive \(UE\) 2019/789 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019](#) établissant des règles sur l'exercice du droit d'auteur et des droits voisins applicables à certaines transmissions en ligne d'organismes de radiodiffusion et retransmissions de programmes de télévision et de radio, et modifiant la directive 93/83/CEE du Conseil

IMMOBILIER

Sites institutionnels

- [Consultation publique du Min. transition écologique](#) : Décret modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Au Journal Officiel

- [Arrêté du 29 avril 2019](#) relatif à l'agrément des modalités de prise en compte du système « PKOM4 Classic » dans la réglementation thermique 2012
- [Notice Annexe à l'arrêté du 29 avril 2019](#) relatif à l'agrément des modalités de prise en compte du système « PKOM⁴ Classic » dans la réglementation thermique 2012
- [Arrêté du 3 mai 2019](#) relatif à l'agrément des modalités de prise en compte des systèmes de chauffage indépendants à combustible gazeux de type poêles et inserts dans la réglementation thermique 2012
- [Notice Annexe à l'arrêté du 3 mai 2019](#) relatif à l'agrément des modalités de prise en compte des systèmes de chauffage indépendants à combustible gazeux de type poêles et inserts dans la réglementation thermique 2012
- [Décret n° 2019-437 du 13 mai 2019](#) relatif aux modalités d'application de la mise en demeure en cas de non-respect du dispositif expérimental d'encadrement du niveau des loyers et au recouvrement des amendes administratives dans le cadre des rapports locatifs
- [Décret n° 2019-438 du 13 mai 2019](#) relatif à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine
- [Arrêté du 18 avril 2019](#) relatif à l'agrément des modalités de prise en compte des systèmes Qrad de chauffage par recyclage de la chaleur fatale informatique dans la réglementation thermique 2012
- [Arrêté du 3 mai 2019](#) relatif à l'agrément des modalités de prise en compte des systèmes d'unités autonomes de toiture à rafraîchissement adiabatiques UATRA dans la réglementation thermique 2012
- [Ordonnance n° 2019-453 du 15 mai 2019](#) relative à l'expérimentation d'une politique des loyers prenant mieux en compte la capacité financière des ménages nouveaux entrants du parc social
- [Ordonnance n° 2019-454 du 15 mai 2019](#) portant adaptation du mode de calcul du supplément de loyer de solidarité
- [Décret du 15 mai 2019](#) fixant le délai de présentation par le bailleur social de ses observations en application de l'article 2 de l'ordonnance n° 2019-453 du 15 mai 2019 relative à l'expérimentation d'une

politique des loyers prenant mieux en compte la capacité financière des ménages nouveaux entrants du parc social

- [Arrêté du 18 avril 2019](#) relatif à l'agrément des modalités de prise en compte des systèmes Qrad de chauffage par recyclage de la chaleur fatale informatique dans la réglementation thermique 2012
- [Notice Annexe relative à l'arrêté du 18 avril 2019](#) relatif à l'agrément des modalités de prise en compte des systèmes Qrad de chauffage par recyclage de la chaleur fatale informatique dans la réglementation thermique 2012.(Modalités de prise en compte des systèmes Qrad de chauffage par recyclage de la chaleur fatale informatique dans la réglementation thermique 2012)
- [Avis relatif aux index nationaux du bâtiment, des travaux publics et aux index divers de la construction \(référence 100 en 2010\) et à l'indice de réactualisation des actifs matériels dans la construction de février 2019](#)
- [Arrêté du 10 mai 2019](#) modifiant l'arrêté du 30 décembre 2011 portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique
- [Arrêté du 10 mai 2019](#) modifiant l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP)
- [Arrêté du 10 mai 2019](#) portant modification du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- [Décret n° 2019-461 du 16 mai 2019](#) relatif aux travaux de modification des immeubles de moyenne hauteur
- [Décret n° 2019-462 du 16 mai 2019](#) relatif aux conditions de participation des administrateurs aux conseils d'administrations des offices publics de l'habitat par des moyens de visioconférence ou de télécommunication

Jurisprudence

- Confiscations – peines : [Cass. crim 15-5-2019 n° 18-84.494](#)
- Séparation des pouvoirs : [Cass. 3^e civ. 16-5-2019 n° 17-26.210](#)
- Urbanisme : [Cass. 3^e civ. 16-5-2019 n° 17-31.757](#)
- Urbanisme : [Cass. 3^e civ. 16-5-2019 n° 17-24.474](#)

Union Européenne

- [Recommandation \(UE\) 2019/786 de la Commission du 8 mai 2019](#) sur la rénovation des bâtiments
- Une visite domiciliaire pour contrôler des travaux en l'absence et sans l'autorisation de l'occupant a violé la Convention : [CEDH 16-5-2019 n° 66554/14](#)

CIVIL

Sites institutionnels

- [Communiqué Min. économie](#) : Remise du rapport de la mission de régulation des réseaux sociaux (Min. économie)

Au Journal Officiel

- [Arrêté du 6 mai 2019](#) complétant l'arrêté du 4 février 2019 fixant la liste des fournisseurs d'un bien ou d'un service qui communiquent à l'administration les informations permettant de vérifier le domicile déclaré lors d'une demande de carte nationale d'identité, de passeport ou de certificat

d'immatriculation d'un véhicule

Jurisprudence

- Filiation - droit international privé : [Cass. 1^e civ. 15-5-2019 n° 18-12.602](#)
- Procédure civile : [Cass. 2^e civ. 16-5-2019 n° 18-13.434](#)
- Procédure civile : [Cass. 2^e civ. 16-5-2019 n° 18-10.825](#)
- Procédures civiles d'exécution : [Cass. 2^e civ. 16-5-2019 n° 18-16.934](#)

Union Européenne

- [Décision du bureau du parlement européen du 3 avril 2019](#) sur les règles d'application relatives à la limitation de certains droits des personnes concernées quant au transfert de données à caractère personnel par le Parlement européen aux autorités nationales dans le cadre d'enquêtes pénales ou financières

DIVERS

- [Circulaire du 19 avril 2019](#) relative à la simplification et renforcement de l'attractivité des fonctions de conciliateur de justice
- Conseil constitutionnel - [Communiqué de presse du 10 mai 2019](#)
- [Communiqué Dila](#) : La direction de l'information légale et administrative (DILA) publie son rapport d'activité 2018
- [JO AN Q/R n° 20 du 14-5-2019](#)
- [JO Sénat Q/R n° 20 du 16-5-2019](#)
- [Compte rendu du Conseil des ministres du 15 mai 2019](#)
- [Règlement \(UE\) 2019/788 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019](#) relatif à l'initiative citoyenne européenne